

Banc Bst

2043 Doc

T F 1 - 13 heures

23 mars 1987

Monsieur Jean-Marie TJIBAOU

Président du F.L.N.K.S.

M.-L. Augry : Dans quelques semaines, on parlera à nouveau de la Nouvelle-Calédonie. On en a parlé la semaine dernière, vous vous en souvenez probablement, après ce que l'on pourrait appeler la recommandation de l'O.N.U., recommandation faite au gouvernement français et ceci dans la perspective du prochain référendum d'autodétermination. Alors, Jean-Marie Tjibaou, vous êtes présent sur ce plateau, cette admonestation en quelque sorte de l'O.N.U. vous conforte dans vos positions et vous allez demander à rencontrer Monsieur Pons puisque vous êtes à Paris depuis le début de la semaine ?

J.-M. Tjibaou : C'est une recommandation très diplomatique dans le cadre de la Charte des Nations-Unies, signée d'ailleurs par la France...

M.-L. Augry : Cela veut dire qu'elle aura peu d'effet ?

J.-M. Tjibaou : Le gouvernement français dispose. C'est une recommandation qui est internationale, la souveraineté nationale n'est pas entamée par cette recommandation.

P.-L. Seguillon : Est-ce que l'on pourrait préciser qu'elle est votre position aujourd'hui sur le référendum qui devrait avoir lieu l'été prochain sur la Nouvelle-Calédonie ? D'abord, est-ce que vous contestez le principe de ce référendum ?

J.-M. Tjibaou : Il faut bien se rappeler que ce référendum, c'est le F.N.L.K.S. qui l'a demandé. Ce n'est pas une initiative du gouvernement, c'est nous qui l'avons demandé en 1984. Ensuite, nous l'avons demandé dans le cadre de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire dans le cadre de la décolonisation. Décolonisation suppose donc une référence à la Charte des Nations Unies et donc une référence internationale. Ce n'est pas un référendum domestique. Donc, nous avons fait savoir que nous demandions l'internationalisation du dossier, c'est pour cela que nous sommes allés au (Forum), que nous avons l'appui des pays du (Forum), que nous sommes allés aux Nations Unies, que nous avons eu la résolution 41 A du 2 décembre 1986 et c'est dans ce cadre que la résolution du Comité des 24, à laquelle nous avons participé, intervient aujourd'hui.

P.-L. Seguillon : Est-ce que vous pouvez préciser un peu lorsque vous parlez de l'internationalisation ? Ce référendum, il va se faire sur la base de deux articles de la Constitution française. Cela vous le contestez ?

J.-M. Tjibaou : Les référendums, sur n'importe quel sujet, sont de la compétence du gouvernement, liés à la Constitution. Nous disons que l'acte d'autodétermination et d'indépendance, cela concerne la Constitution aussi mais cela concerne aussi la Charte des Nations Unies que la France a signée. Ce sont des engagements qui concernent, je dirai non seulement la Nation,

mais les Nations Unies. Et nous, nous demandons que ce problème soit traité dans ce cadre-là.

M.-L. Augry : Dans l'état actuel des choses, Monsieur Tjibaou, tel que se présente justement ce référendum, vous êtes plutôt pour le boycottage ?

J.-M. Tjibaou : Dans le cadre actuel, je vous ai dit que c'est nous qui avons demandé le référendum, c'est à notre initiative.

M.-L. Augry : Donc, vous êtes satisfaits ?

J.-M. Tjibaou : Mais nous avons demandé, et nous n'avons cessé de réclamer, qu'il y ait une concertation sur le dossier, sur d'abord le concept d'acte d'autodétermination et d'indépendance. Qu'est-ce que cela veut dire ? Et c'est sur cela qu'il faut d'abord obtenir un consensus de la part des gens concernés. Ensuite, c'est à partir de la définition de l'acte d'autodétermination et d'indépendance que l'on convient du corps électoral qui doit être amené à se prononcer, ce n'est pas l'inverse.

P.-L. Séguillon : Sur le corps électoral précisément, dans la proposition de loi qui va être discutée le 10 avril prochain lors de la session parlementaire, il est prévu que tous les résidents pourront voter sauf les résidents de moins de trois ans. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette proposition ?

J.-M. Tjibaou : Je ne veux pas faire d'amalgame. Je reste logique avec ce que j'ai dit : que nous sommes demandeurs du référendum dans le cadre de la Charte des Nations Unies, que les discussions concernant l'acte d'autodétermination doivent être d'abord le fait des gens qui le demandent, qui sont

concernés, et les premiers concernés ce sont les gens colonisés. Vous, vous êtes indépendants, ce sont les gens colonisés qui sont d'abord concernés. On va pas demander aux Français s'ils veulent être indépendants ou pas. En conséquence, on définit le corps électoral et nous sommes toujours demandeurs de cette discussion.

P.-L. Séguillon : Pour être bien précis, comment vous voudriez définir exactement le corps électoral ?

J.-M. Tjibaou : Le gouvernement précédent avait organisé à Laville-Laroche une consultation avec un ordre du jour, une date et un calendrier. Au jour d'aujourd'hui, nous n'avons jamais reçu du Ministre Pons une invitation avec un ordre du jour précis pour discuter de ce que c'est que l'acte d'autodétermination et d'indépendance et qui ça concerne.

M.-L. Augry : Vous demandez donc une ouverture de dialogue sur des bases précises ?

J.-M. Tjibaou : Nous n'avons jamais fait autre chose que de demander cela et les conditions du référendum qui doivent être définies dans ce cadre-là tout comme, parce que c'est le plus important, comment on gère la situation au lendemain du référendum. Le référendum, c'est une journée mais la vie au lendemain, comment on le gère, cela doit être défini dans les conditions. Les modalités de la discussion sur l'acte d'autodétermination, avant d'organiser le référendum, ces discussions-là n'ont pas eu lieu. Pour le moment, nous ne sommes pas concernés par le référendum de Monsieur Pons.

P.-L. Séguillon : Cela veut dire, très précisément, que si ce référendum a lieu comme le prévoit Monsieur Pons, avec la

question prévue "Voulez-vous ou non demeurer Français", c'est cela ?, avec un corps électoral défini, c'est-à-dire que tous les Néo-Calédoniens votent sauf ceux qui ne sont pas en Nouvelle-Calédonie depuis trois ans, vous boycottez le référendum. Vous appelez le F.N.L.K.S. et vos partisans à ne pas voter ?

J.-M. Tjibaou : Je ne connais pas encore la loi que va voter le Parlement, qui sera sortie, nous nous attendons...

M.-L. Augry : Mais vous condamnez le projet tel qu'il se présente aujourd'hui apparemment, si j'ai bien compris ?

J.-M. Tjibaou : Je ne suis pas habilité pour vous dire si on va boycotter ou si on ne va pas boycotter. C'est l'instance la plus haute du F.N.L.K.S. en congrès qui décidera à partir de la discussion de la loi votée, qui décidera de la position à prendre et aussi des mesures que nous comptons prendre, soit avec la région, soit avec notre mouvement de solidarité en France et dans le Pacifique, quelles sont les mesures que nous essaierons de d'entreprendre pour que enfin on nous écoute et dans le cadre où se situe le problème, c'est-à-dire que c'est un problème de décolonisation.

P.-L. Séguillon : Vous allez assister, je crois, au congrès du Parti Socialiste qui se tient au début du mois prochain. Est-ce que cela ne risque pas d'apparaître comme un choix partisan de votre part ?

J.-M. Tjibaou : Je suis invité et seulement pour la fin. Je pense que je vais rappeler aux militants socialistes les engagements qui ont été pris avant les élections de 81 et aussi que le problème demeure, c'est tout.

2043307

M.-L. Augry : Pour l'instant, vous ne tapez pas du poing sur la table apparemment.

J.-M. Tjibaou : Non, je n'ai pas à taper du poing sur la table, je ne suis pas chez moi.

M.-L. Augry : Merci beaucoup, Monsieur Tjibaou.

\*  
\*   \*  
\*